



**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS: CONGO**

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL SEMESTRIEL**

**DATE DE RAPPORT: NOVEMBRE 2018**

<b>Titre du projet:</b> Consolidation de la Paix et démarrage DDR au Pool en République du Congo	
<b>Numéro Projet / MPTF Gateway:</b> COG10 00109522/00108859	
<b>Modalité de financement PBF:</b> <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire:</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):</b> 1. PNUD (Agence Coordinatrice du projet) 2. UNFPA 3. UNHCR	
<b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b>  Personnes à contacter concernant le projet :  Pour le SNU :  Anthony OHEMENG-BOAMAH Coordonnateur Résident Adresse : Avenue Biayenda/Behagle BP 465 PNUD Congo Téléphone : +242 06 666 51 79 E-mail :anthony.ohemeng-boamah@one.un.org  Pour le Gouvernement :  Euloge Landry KOLELAS Ministre, Haut-Commissaire à la Réinsertion des Ex-Combattants	
List all direct project recipient organizations (starting with Convening Agency), followed type of organization (UN, CSO etc): 1. PNUD (Agence Coordinatrice du projet) 2. UNFPA 3. UNHCR	
Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :	

**Gouvernement:**

1. Commission Ad Hoc Mixte-Paritaire (CAMP)
  2. Haut-Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (HCREC)
  3. Ministère de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local
  4. Ministère de la défense nationale
  5. Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones
  6. Ministère de la communication et des médias
  7. Ministère de l'enseignement technique et professionnel et de la formation qualifiante et de l'emploi
  8. Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique
  9. Préfecture du département du Pool
  10. Mairies et le Conseil départemental du Pool
  11. Conseil Nationale du Dialogue
  12. Commission Nationale des Droits de l'homme
- Société Civile**
1. Leaders communautaires, traditionnels et religieux
  2. ONGs Nationales et Internationales
  3. Organisations communautaires de base y compris les groupes de femmes et de jeunes
- Système des Nations Unies:**
1. UNOCA (Bureau SRSG Libreville)
  2. CNUDDH (Yaoundé)

**Date de début du projet<sup>1</sup>:** 15 Mai 2018

**Durée du projet en mois <sup>2</sup>:** 18 mois

**Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**

- Initiative de promotion du genre
- Initiative de promotion de la jeunesse
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional

**Budget PBF total approuvé\* (par agence récipiendaire):**

PNUD : \$ 2 242 488,59

UNFPA : \$ 334 591,14

UNHCR : \$ 302 968,99

: \$

Total: 2 880 048,72

*\*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*

**Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:** 1ère tranche de 70% d'un montant de \$ 2 000 884,91

<sup>1</sup> La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

**Préparation du rapport:**

Rapport préparé par: Mohamed El Mehdi AG RHISSA CTP du Projet

Rapport approuvé par: Anthony OHEMENG-BOAMAH Coordonnateur Résident

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: OUI

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: OUI. Le rapport réponds au plan de travail validé et a été revu lors des échanges régulières avec les parties prenantes

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non

## NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

## PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

### 1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Les activités planifiées dans le cadre du projet ont pour la plupart démarré et connaissent une bonne progression. Une nette décrispation de l'environnement socio-politique et sécuritaire, visible du fait du plaidoyer conjugué à travers les bons offices des missions de l'UNOCA, du Coordonnateur Résident et du CNUDDH (Centre de Yaoundé pour les DH).

Durant le lancement officiel de la conférence de Kinkala sur le dialogue, en septembre 2018, des prédispositions communautaires et politiques positives à aller vers un dialogue inclusif au Pool ont été notées.

Des signes de progrès de stabilisation de la situation ont été notés, notamment la clarification du statut du Pasteur Ntumi et la libération de 84 membres de ses troupes. Formation de 72 bénéficiaires 23 gendarmes, 24 policiers, 25 membres de la SC (dont 10% de femmes) sur les DH. Le "Ramassage" des armes par la CAMP, couplé du Profilage socio-économique des Ex-combattants par le Haut-Commissariat à la Réinsertion (HCREC), avec la collecte de 8 000 armes et un profilage de 5 665 ex-combattants ont également été réalisés. L'étude des opportunités de réintégration, finalisée a permis d'identifier les secteurs prioritaires pour la Haute Intensité de main-d'œuvre(HIMO). En outre dans le cadre du dialogue communautaires, les partenaires locaux devant servir de relais à l'organisation des plateformes de dialogue ont été identifiés ce qui permettrait d'enclencher à une vitesse accélérer les dialogues au niveau de la zone cible.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

La présence continue d'ex-combattants, désœuvrés dans le Pool est une menace permanente à la paix qui justifie la pertinence du projet. Leur soulèvement n'est pas souhaitable au moment où la plupart des équilibres sont perturbés. L'analyse du contexte aidant, les ressources du DDR, en voie de mobilisation et pour éviter de créer des attentes ingérables, des réajustements ont été réalisés sur les activités pilotes 2.2.7 et 2.2.11 (Outcome2/Output 2), de Réinsertion /réintégration de 500 ex-combattants, pour renforcer le dialogue, permettant de : i) éviter de créer un sentiment de privilèges pour les ex-combattants au détriment des communautés d'accueil ; ii) renforcer la réintégration sociale à travers une approche globale, ciblant toutes les communautés y compris les ex-combattants à travers des activités de rapprochement communautaire et de resocialisation ; iii) renforcer le socle d'accueil des ex-combattants sur base de leur réintégration durable dans leurs communautés respectives. La conférence sur le dialogue de Septembre 2018 Kinkala, a recommandé en plus des 8 districts qui ont vécu le conflit, de considérer les 7 autres

entités, qui l'ont aussi subi, ajustant ainsi la zone de couverture initiale pour couvrir 15 districts. Cette approche renforcera le caractère catalytique de mobilisation des ressources du DDR, et ouvrira davantage de fenêtres d'intervention des partenaires (y compris le PBSO), qui insistent sur la pertinence de l'inclusion communautaire.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

L'innovation de ce projet, qui offre des opportunités aux différents acteurs de la paix de disposer de cadres permanents pour échanger sur les questions essentielles qui impactent la vie des communautés, réside dans deux aspects essentiels:

- L'utilisation de ces ex-combattants et de leurs leaders (H/F) par le HCREC, comme "ambassadeurs de la paix" pour animer les dialogues intracommunautaires au même titre que les leaders communautaires et les élus, permettra l'émergence d'un cadre permanent approprié qui redore leur valeur auprès des communautés et encouragera la participation effective des dites communautés dans la dynamique globale de cohésion sociale au niveau local.
- La dynamique communautaire développée dans la mise en œuvre des activités qui engage les ex-combattants en même temps que les communautés dans un partenariat "gagnant - gagnant" évitant ainsi au projet d'être perçu comme une récompense à ceux ayant été engagés dans la guerre au détriment des communautés. Cette approche aura le mérite d'éviter la stigmatisation des ex-combattants en renforçant leur resocialisation au sein des communautés d'accueil.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options): on track.

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Les concertations avec les leaders communautaires (H/F), les autorités locales des 15 entités cibles, les chefs religieux et les services techniques déconcentrés de l'Etat (pour leur implication totale) et les formations de 72 bénéficiaires sur les DH, restent des atouts de base suite au lancement des activités de cohésion sociale. Ces échanges ont permis de créer des prédispositions visibles au niveau des comportements de toutes les parties, à enclencher le dialogue. Le processus de ramassage des armes enclenché par la CAMP avec 8 000 armes collectées, couplé du profilage de 5 665 ex-combattants, a créé une certitude non seulement chez les ex-combattants, mais aussi au niveau de la population, selon laquelle le processus de consolidation de la paix enclenché depuis la signature de l'accord du 23 décembre 2018, est bien une réalité. La flexibilité du projet pour l'agrandissement de la couverture d'intervention de 15 entités au lieu de 08 comme prévu, rassure d'avantage les bénéficiaires sur l'engagement des parties prenantes à renforcer le dialogue intracommunautaire inclusif.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Les femmes des 08 districts visités ont déclaré « qu'elles se sentent utiles à nouveau au sein de leur familles ». Celles de l'église sont "honorées de pouvoir contribuer à l'apaisement et à être

des actrices de promotion de la paix". Selon les leaders locaux, "avant les missions de kinkala, nous nous sentons abandonnés, aujourd'hui l'espoir renaît". L'évêque de Kinkala reconnaît que "les activités du PBF sont une porte d'entrée à la réconciliation". La déclaration du Pasteur Ntumi pour la Paix, après la levée du mandat d'arrêt et la libération de ses éléments, a renforcé la confiance des communautés pour aller aux travaux champêtres. Le Président du Conseil départemental estime que la Conférence de dialogue de Kinkala, avec la participation de tous les acteurs, a décrispé la situation. Le Ministre HCREC estime que le PBSO "reste le déclencheur des dispositifs de dialogue et les bons offices du SNU ont renforcé la volonté politique du Gouvernement pour le DDR". Les leaders des ex-combattants, saluent "le conseil du SNU ayant permis la participation des représentants du Pasteur". Le président de la Coordination du ramassage des armes reconnaît que "les orientations du SNU ont accéléré le dépôt des armes". Le ramassage de 8 000 armes avec 5665 démobilisés, renforce la circulation des biens et des personnes et la réponse humanitaire. Gendarmes, policiers et Société civile déclarent "avoir appris de nouvelles dispositions utiles sur les DH". Ce qui facilite le travail quotidien.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le projet qui est à son 1er semestre d'exécution est sur la bonne voie en ce sens qu'il a contribué - Au dépôt des armes, ayant décrispé de la situation (circulation des biens des personnes, réponse humanitaire), - "Ouvert la porte au dialogue à travers les missions de concertation avec les acteurs de terrains (autorités, élus, société civile, Sages, Religieux, femmes/jeunes, ex-combattants),- Engagé le Gouvernement à annoncer sa contribution financière au DDR - Renforcé les capacités des gendarmes, Policiers et Société civile sur les DH

Le projet a fait face à des défis liés aux conditions initiales dites « prérequis liés à la clarification du Statut du Pasteur et l'engagement financier pour le DDR. Des prérequis importants pour les Nations Unies ont ralenti l'exécution des activités, notamment celles liées à :- Au dialogue intracommunautaire dont les processus de travail initiaux sont en cours pour démarrer début décembre. La sélection des partenaires d'exécution et les missions d'identification des activités en réponse au VBG pour mettre en place des cadres de concertation - Aux activités HIMO avec les ex-combattants et leur communauté, dont les priorités, identifiées avec les services techniques de l'Etat, le plaidoyer pour la contribution du gouvernement au DDR, qui fait l'objet des bons offices du SRS/UNOCA, du Coordonnateur Résident et d'autres ambassadeurs et le Ministre HCREC, reste la condition catalytique à la participation des bailleurs au processus

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

La progression évolutive des activités du Projet a fortement été tributaire du retard du démarrage du Désarmement, lié au prérequis principal (statut du Pasteur), qui était l'un des quitus politico-sécuritaire pour avancer davantage sur le terrain. Les activités concernées sont celles liées au dialogue, aux HIMO et à la protection au sein des communautés. Toutefois, le projet avance sur la bonne voie. Ce retard ne jouera pas sur l'atteinte globale des résultats intermédiaires fixés, dès lors qu'à la dernière réunion interagence du 06 Nov. 2018, les points focaux se sont tous engagés pour l'amélioration exponentielle de l'exécution des activités, d'ici fin décembre 2018, les processus préparatifs étant déjà finalisés. En ce qui concerne le défi lié à la contribution du Gouvernement au DDR, le Ministre HCREC et ses collègues impliqués directement, rassurent

sur l'imminence de son déblocage. Le démarrage des activités de réinsertion, à travers des activités HIMO, la poursuite des actions de protection (VBG) et de celles de renforcement de dialogue intracommunautaire inclusif (y compris les ex-combattants), renforcée de l'étude sur les opportunités de Réintégration réalisée en Octobre 2018, aideraient beaucoup au rétablissement de la confiance et booster le niveau d'exécution du projet.

Veillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- Rapport de la conférence de Kinkala Sept 2018;
- Rapport de ramassage des Armes du HCREC
- Rapport sur les formations en DH du 18 au 22 sept 2018
- CR coordination CAMP pour le Ramassage des Armes
- Rapport des missions dans les districts
- Rapport Réunion avec les Services Techniques sur les HIMO
- Réunion avec les IMFs
- Signature du Prdoc DDR
- Etude sur les opportunités de réinsertion
- Articles de presse
- Des photos illustrant les activités

## 1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:** Un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation de la paix ;

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

La mise en place d'une taskforce hebdomadaire avec la contrepartie nationale, ainsi que les réunions mensuelles avec les agences récipiendaires et périodiques entre le RC et les chefs des dites agences, ont pleinement contribué aux analyses contextuelles de l'environnement d'évolution du projet, ainsi qu'au suivi des activités planifiées. Les bons offices du bureau SRSG et du RC pour la libération des 84 prisonniers, la levée du mandat d'arrêt (le 27 juillet 2018) et la sortie officielle du statut du Pasteur Ntumi ont beaucoup contribué à la décrispation de la situation politico-sécuritaire. Le plaidoyer

pour la contrepartie du Gouvernement au programme DDR, a abouti à la lettre du Ministre des finances annonçant une contribution de 2 milliards de francs CFA soit 4 millions de \$US), c'est à dire 25% du coût du programme DDR. La conférence sur le dialogue de Kinkala en juin 2018, le lancement officiel du Projet le 18 sept 2018 à Kinkala, la mise en place d'une coordination inclusive des acteurs avec la CAMP, le lancement officiel du « ramassage des armes » dans le Pool, le 07 août 2018, pour une prévision de 3 000 armes à collecter; suivi de l'ouverture, le 08 août 2018, de 15 sites/centres de « ramassage » d'armes, ainsi que les missions de sensibilisation du projet dans les 08 districts ayant vécu le conflit, ont été des indicateurs très révélateurs de confiance pour les communautés et leurs leaders, les rassurant ainsi au maintien de leurs prédispositions à la consolidation des acquis de la paix. Le démarrage imminent le 22 nov.-18, de l'organisation des plateformes de réconciliation et la mise en place des comités de dialogue au niveau des 15 districts, avec la participation, des autorités préfectorales, du conseil départemental, des Forces de sécurité, des leaders communautaires, des ex-combattants, des sages, des confessions religieuses et des OSCs (femmes-jeunes), participera à coût du renforcement de la cohésion sociale, à travers les débats et perspectives de réponses aux recommandations qui en découleront.

**Résultat 2:** Le processus DDR est entamé selon les normes internationales ;

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

L'expertise du projet a permis de mettre à la disposition du HCREC tous les outils nécessaires au démarrage du Programme DDR, notamment:

- La note de politique Générale DDR (Définition des concepts, critères d'éligibilité, modes opératoires des phases du DDR, communication, etc.)
- Les fiches support des différentes composantes du DDR (Désarmement, Identification, cartes, Profil socio-économique, suivi de l'ex-combattant, fiche de microprojet/compte d'exploitation prévisionnelle)
- L'ébauche d'un système de base des données au choix (paramétrages biométriques ou non) avec les informaticiens des deux parties (SNU et HCREC)
- L'élaboration du Prodoc DDR, signé entre le Gouvernement et le PNUD, le 31 août 2018, ainsi qu'à sa présentation aux PTFs le 04 oct 2018

Le plaidoyer engagé pour la disponibilisation des listes des ex-combattants pour finaliser la base des données, permettra au HCREC d'identifier sa vraie cible pour la poursuite du programme DDR. La mise en place d'une coordination par la CAMP à Kinkala pour superviser le Désarmement, constituée de toutes les parties (le projet y est représenté), le lancement du désarmement par le Gouvernement, à travers la Commission Adhoc Mixte -Paritaire (CAMP), le 07 août 2018 à Kinkala (Pool), couplé du profilage des ex-combattants avec le HCREC, l'ouverture de 15 sites de ramassage des armes dans le Pool, le 09 août 2018 avec 15 équipes autonomes constituées pour ce ramassage d'armes, ayant débouché sur la collecte de 8 000 armes, assortie du profilage socio-économique de 5 665 ex-combattants, ont contribué pleinement à la libre circulation des personnes et des biens, ainsi qu'à l'ouverture des activités humanitaires.

Ces armes et munitions collectées dans les 15 localités constituent une contribution non négligeable à la prévention contre la violence armée et à la sécurité globale dans tout le Pool.



**Résultat 3:** Le respect des droits humains est promu envers les acteurs étatiques et non-étatiques pour la réconciliation et la prévention des conflits

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

La formation sur la promotion des DH de 72 agents de la force publique(23 Gendarmes et 24 Policiers) et 25 membres de la Société Civile, organisées par les trois agences du 17 au 22 septembre 2018 avec l'expertise des agences non-résidentes (UNOCA/CARO), ont été d'un apport considérable pour la compréhension par les auditeurs de leurs rôles respectifs dans la protection des communautés. La plupart des participants ont avoué avoir appris du nouveau par rapport à la promotion des Droits de l'Homme et au mandat lié à la protection des populations. Toutes ces structures ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités à travers la distribution des fournitures de bureau pour permettre à leurs structures respectives de fonctionner. A cela il faut ajouter des sensibilisations de masse sur les VBG, en vue du démarrage des activités couvrant cet aspect.

**Résultat 4:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

### 1.3 Questions transversales

<p><b>Appropriation nationale:</b> Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le niveau d'engagement des institutions partenaires dans le cadre du projet notamment le HCREC, les directions de la police, de la Gendarmerie, la Société civile, ainsi que les services techniques déconcentrés de l'Etat, le conseil départemental et les autorités locales, dans la planification et la mise en oeuvre des différentes activités du projet est une illustration de la dynamique d'implication et d'appropriation de ces institutions. Ainsi, les activités de dialogue; de DDR et de protection sont planifiées avec le HCREC, l'action sociale, le préfet et le président du conseil départemental, la force publique et la Société civile en concertation avec les 13 sous-préfets et les 02 maires des 15 entités retenues. Les activités du DDR sont co-financées avec le HCREC(Profilage) et le Ministère de l'intérieur à travers la CAMP (Désarmement)</p>
<p><b>Suivi:</b> Le plan de S &amp; E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>L'équipe projet en étroite collaboration avec les Commissaires du HCREC, organisent régulièrement des missions de suivi des activités initiées en réalisant des entretiens avec les bénéficiaires, les autorités locales et les acteurs locaux. chaque</p>

	<p>mission de suivi, est sanctionnée par un rapport de mission, faisant ressortir l'état d'avancement des activités de terrain, les contraintes et les mesures correctives à prendre. Un réaménagement de certaines lignes budgétaires du projet a été réalisé avec la participation de toutes les parties. Des réunions périodiques de taskforce débattent de l'état d'avancement du projet et des orientations éventuelles</p>
<p><b>Évaluation:</b> Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une évaluation de perception sera réalisée au cours du deuxième semestre d'exécution du Projet en concertation entre les agences, la contrepartie nationale et le secrétariat technique du PBF. Cette évaluation permettra de disposer de données de référence pour apprécier aisément les évolutions et les changements apportés par le projet au niveau des bénéficiaires.</p>
<p><b>Effets catalytiques (financiers):</b> Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le plaidoyer pour le désarmement au Pool qui a contribué à l'amélioration de l'environnement sécuritaire et les missions de prospection, d'évaluation et de sensibilisation du projet, ont permis aux missions humanitaires d'évaluation de proposer des initiatives de réponses financées, notamment le CERF (3,9 millions USD) à travers le SNU/ONGs et le budget ordinaire du Japon à travers le HCREC, et ouvert des nouvelles fenêtres pour de propositions au budget supplémentaire japonais, ainsi que pour le le Fonds Sécurité Humaine et l'engagement du Gouvernement pour le DDR pour un montant de 4 millions USD</p>
<p><b>Effets catalytiques (non financiers):</b> Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le retablisement de la confiance à travers le Désarmement des ex-combattants et leur participation inclusive au processus de concertation enclenché depuis la conférence de Kinkala, ainsi que la promotion des DH, ont contribué à l'amélioration de l'environnement sécuritaire, favorisant ainsi la réalisation des activités de distribution du PAM, des HIMO de l'USAID et de la Chine</p>
<p><b>Stratégie de sortie / durabilité:</b> Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les structures nationales (HCREC, Action sociale, Promotion de la femme, Intérieur, Défense), participent pleinement à toutes les étapes du Projet. Elles sont en avant dans la planification et la mise en œuvre des différentes activités du projet. Cette action se prolonge à travers le renforcement des capacités techniques de leurs Experts à pouvoir concevoir et appliquer, ainsi que leur préparation à prendre en charge certaines activités, mettant l'accent sur le privilège à donner à la participation des acteurs locaux dans les zones cibles du projet.</p>
<p><b>Prise de risques :</b> Décrivez comment le projet a</p>	<p>Le plaidoyer à travers le projet pour le respect des</p>

AN

<p>réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>normes du Désarmement et le couplage du profilage des ex-combattants à cette action, ont été des étapes décisives à la participation des ex-combattants au ramassage des armes. L'anticipation du projet dans la préparation du HCREC au démarrage du DDR, lui a permis de participer immédiatement aux activités de collecte d'armes. Les ajustements sur les activités pilotes de réinsertion/Réintégration, initiés par le projet, au moment où le budget du DDR n'est pas bouclé, permettront à coût sûr d'éviter non seulement des attentes, mais aussi du saupoudrage. Cependant, le projet ne disposant que de peu de moyens pour démarrer les activités HIMO pour occuper les ex-combattants déjà désarmés (environ 5665), la mobilisation des ressources pour le DDR devient une nécessité, au risque de voir s'émousser tous les efforts déjà consentis</p>
<p><b>Égalité entre les sexes :</b> Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les missions du projet dans les 8 districts qui ont vécu le conflit ont rencontré spécifiquement les associations féminines parallèlement aux autres concertations auxquelles elles ont participé. Le Coordonnateur Résident du SNU a échangé avec les femmes de l'Eglise du Pool sur leur rôle et la nécessité de leur participation à la réconciliation dans le Département. Les ministères des Affaires Sociales et de la promotion de la Femme restent les interlocuteurs clés du Projet en vue de garder un œil vigilant sur le respect du genre. Toutes les activités et les formations sur les DH ont connu la participation des femmes et une insistance sur la nécessité de leur participation. Un plaidoyer a été fait auprès des structures en charge du DDR pour que la priorité soit accordée aux femmes dans le cadre de ce projet, non seulement en tant qu'ex-combattantes, mais aussi comme associées. Des consignes très fermes ont été données par le HCREC aux ONGs partenaires de faire participer les femmes leaders au dialogue intercommunautaire au même titre que les hommes. Les activités de sensibilisation et de mobilisation sur les aspects liés à la lutte contre les violences faites aux femmes, organisées par l'UNFPA et le HCR, ouvriront le chemin pour les institutions de protection pour intervenir en faveur de ces aspects.</p>
<p><b>Autre:</b> Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Deux actions retiennent l'attention de l'expertise du projet: i) Renforcement des capacités matérielles et techniques des Comités de dialogue et de réconciliation en vue d'assumer leur mandat; ii) Cofinancement avec le CERF, de certaines activités nées des recommandations des dialogues</p>

	intracommunautaires organisées par les Comités de réconciliation
--	--

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 Un dialogue inclusif est entamé sur le département du Pool, dans le but de contribuer à la consolidation	Indicateur 1.1 Plateformes et comités de dialogue inclusifs et fonctionnels	0	3 plateformes et 13 comités	En cours	Démarrage tardif des activités de dialogue en attente du statut du Pasteur et du démarrage du désarmement	les partenaires sont sélectionnés 06 plateformes seront organisées et 06 comités mis en places avant fin Déc.2018
	Indicateur 1.2 Des mécanismes de résolutions non violentes des conflits sont validés	ND	TBD	N/A	Pas de retard	prévus pour 2019
Produit 1.1 Les plateformes de dialogue et/ou comités menant à la participation	Indicateur 1.3					
	Indicateur 1.1.1 Nombre de comités formés et actifs représentatifs des divers groupes	ND	10	en cours	Démarrage tardif des activités de dialogue en attente des prérequis ci-dessus	06 plateformes seront organisées et 06 comités mis en places et renforcés avant fin Déc.2018

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
politique, à la paix et au développement ont sont établies et fonctionnels	Indicateur 1.1.2 Composition des plateformes/comités, désagrégée par genre et âge.	ND	40% de membres femmes ; y compris 3 dans le leadership des plateformes ; 30% des membres ayant en dessous de 30 ans.	en cours	En attente de l'organisation des plateformes	Prévus dans le rapport annuel de fin déc. 2018
	Indicateur 1.1.3: Nombre de décisions des plateformes et comités ayant une incidence visible	0	3	N/A	pas de retard	Prévus pour 2019

BN

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	sur le dialogue					
Produit 1.2 Les campagnes de vulgarisation des dispositions de l'Accord de cessez-le-feu et du processus de paix, y compris sur le DDR, sont réalisées	Indicateur 1.2.1 Nombre et diversité d'activités de communication entreprises sur le DDR	0	50	20 dont des interventions à la TV, radio et presse écrites et présentation power point et distribution du dépliant	N/A	N/A
	Indicateur 1.2.2 Nombre de groupes cibles capables de communiquer sur le processus de paix	TBD	3/5 selon diversité	19 leaders Ex-combattants pendant le Désarmement, les 17 membres de la CAMP, les Commissaires du HCREC, les leaders communautaires	N/A	N/A
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
<b>Résultat 2</b> Le processus DDR est entamé selon	Indicateur 2.1 Niveau d'alignement du processus national	0%	100%	En cours à travers la conception des documents outils DDR, le plaidoyer	En attente de l'engagement du Gouvernement annoncé par le Ministre des finances (4 Millions USD)	Poursuite du plaidoyer avec les PTFs

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
les normes internationales	de DDR aux normes internationales intégrant une stratégie de mobilisation de ressources additionnelles			pour la mobilisation de la contribution nationale		
	Indicateur 2.2 Pourcentage du financement de la contrepartie nationale et des autres partenaires dans le DDR	0%	3%	En cours le Gouvernement s'est engagé pour 25%	Attente de l'acte concret	Bons offices du SRSR, RC et des ambassadeurs et plaidoyer du HCREC
Produit 2.1 Le cadre programmati que du DDR est mis en place et opérationnel	Indicateur 2.3 Degré de satisfaction des bénéficiaires du DDR	ND	MOYEN	N/A	N/A	Attend le démarrage du DDR
	Indicateur 2.1.1 Le cadre national de DDR est formulé, validé et adopté par le gouvernement	0	1	1	N/A	Réalisé

NE



	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 2.1.2 Les procédures de mise-en-œuvre de chaque composante du DDR sont adoptées	0	08	12 documents mis à la disposition du HCREC pour le DDR. 8 000 armes collectées	N/A	Réalisé
	Indicateur 2.1.3 : Les différents intervenants (structures d'accompagnement t, organisations de base) sont formés à tous les niveaux	0	50	N/A	N/A	2019
Produit 2.2 Les bénéficiaires et participants du programme conjoint sont identifiés et	Indicateur 2.2.1 Nombre d'évaluations et études réalisées nécessaires à l'exécution de la réintégration	0	6	1 étude sur les opportunités de réintégration	Pas de retard	N/A
programme conjoint sont identifiés et	Indicateur 2.2.2 La base de données du	0	1	1 BD installée au niveau du HCREC	N/A	Elle sera alimentée en fonction de la liste du profilage

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
le système de base de données intégrant leurs profils socioéconomiques et leurs priorités de réintégration est mis en place et opérationnel	programme conjoint est opérationnelle Indicateur 2.2.3 Nombre de participants et bénéficiaires du programme conjoint enregistrés, désagrégé par catégorie	0	10 000	5 665 ex-combattants	Pas de retard	Poursuite de la démobilisation
Produit 2.3 Les services d'appui à la réintégration sont renforcés en tenant compte des besoins spécifiques	Indicateur 2.3.1 Nombre de services d'appui à la réintégration renforcés (désagrégé par secteur, sexe et âge) Indicateur 2.3.2 % des bénéficiaires du	0	4 par secteur	Modules élaborés de formation pour le renforcement des capacités des services d'appui à la réintégration	En attente de l'identification des services d'appui à la réintégration par le PNUD, pour assurer les formations. Le processus d'identification de ces services est amorcé	Prévus après le Désarmement
			X% par secteur	en cours ( 03 secteurs prioritaires HIMO)	liés au Désarmement	Après la démobilisation ( finalisation de la

AN

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur (selectionnés)	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
des femmes et filles ex-combattantes et associées aux groupes armés	projet qui ont accès aux différents services d'appuis renforcés/taux d'utilisation des services d'appui renforcés dans la zone d'intervention (désagrégé par type de services, âge et sexe)			selectionnés)		cartographie des ex-combattants)
<b>Résultat 3</b> Le cadre de protection dans le contexte de DDR des ex-combattants est renforcé	Indicateur 3.1 Niveau de référence aux droits humains dans le manuel de procédure du DDR	ND	AD	Des activités de promotion des DH prévues dans le document	N/A	Réalisé
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 L'élaboration du cadre de protection juridique	Indicateur 3.1.1 Le cadre juridique est formulé par le gouvernement pour permettre la	0	1	Le Prodoc DDR signé par le Gouvernement en est un et protège tous les ex-	N/A	réalisé

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
pour le DDR est appuyée par des processus participatifs et inclusifs tout en prenant en compte les droits humains	participation au DDR			combattants qui n'ont pas commis de crime imprescriptible		
	Indicateur 3.1.2 Cartographie des services publics, des habitations et terres arables détruits par le conflit	0	AD	N/A	N/A	2019
Produit 3.2 La force publique est formée aux droits humains et participent à la réconciliation	Indicateur 3.2.1 Nombre de membres de la Force Publique formés sur les droits humains qui participent dans les activités de réconciliation (désagrégé par sexe, âge et catégorie de personnel)	0	500	72 (23 gendarmes, 24 policiers, 25 membres de la Société civile)	N/A	Poursuite en 2019
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1	0	100	En cours	Processus d'identification et de	2019

AN

Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Un réseau d'identification, de documentation et de prévention des violences et violations au niveau communautaire est mis en place et opérationnel, y compris sur les questions de violences basées sur le genre	0	AD	En cours	formation se poursuit	Poursuite en 2019
Indicateur 3.3.2	Les violations des droits humains pendant le conflit sont documentées			Processus de collecte de données en cours de réalisation, et aboutira à l'analyse et la documentation des violations des droits humains qui seront répertoriées	
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1				
	Indicateur 4.2				
	Indicateur 4.3				
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1				
	Indicateur 4.1.2				

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

170

## **PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

### **2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: 1ère tranche

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: l'année prochaine ( début mai 2019)

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Le retard accusé dans le financement des activités était lié au retard dans la clarification du statut du Pasteur (juillet 2018), l'annonce de la contribution du Gouvernement au DDR (Juillet 2018) et le démarrage du Désarmement (septembre 2018).

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: 20% sont prévus dont 5% déjà utilisés dans les formations (DH), sensibilisation au dialogue et à la participation aux activités de la cohabitation pacifique

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.